

LE PARISIEN / AUJOURD'HUI en FRANCE
LE 12 NOVEMBRE 2016.

SAINT-LEU-LA-FORÊT

Personne n'a oublié Gilles, tué pendant les attentats

95

N° 22453 — SAMEDI 12 NOVEMBRE 2016

1,20 €

Le Parisien

SPECTACLE

Rencontre avec
Sting avant son
concert au Bataclan

PAGE 28

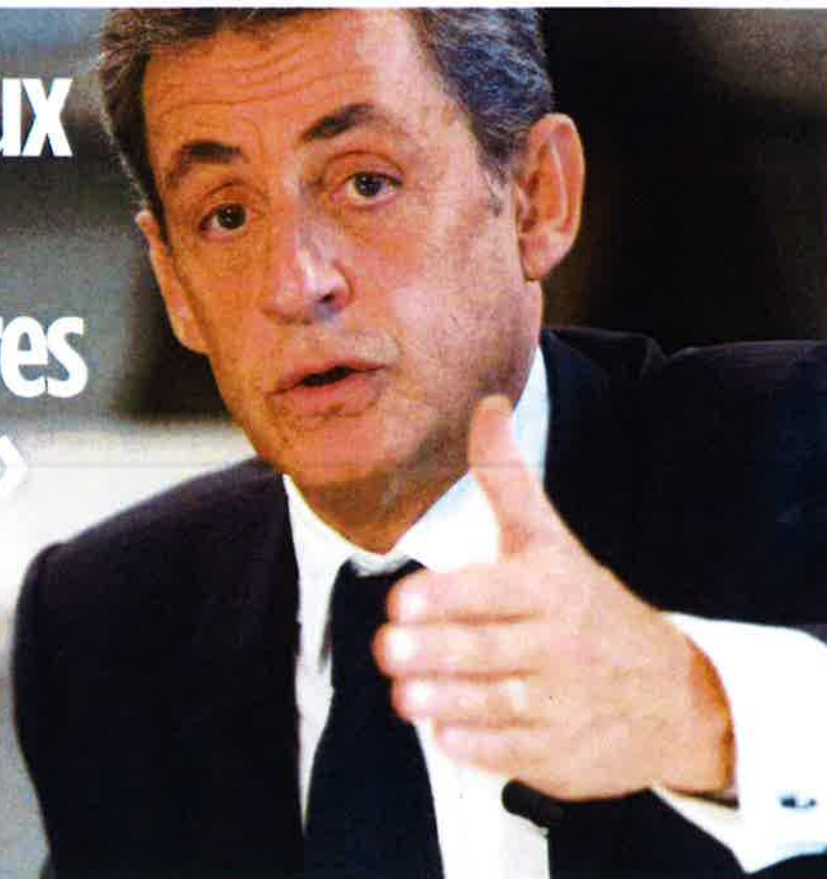
« Oui, je veux
300 000
fonctionnaires
en moins »



NICOLAS SARKOZY

Sécurité, éducation,
chômage, retraites...

Invité de notre rédaction,
l'ancien chef de l'Etat, candidat
à la primaire de la droite,
détaille son projet. PAGES 2 A 4



FAIT DU JOUR

Sans complexes

Il a tout vécu et tout subi : les honneurs, la défaite, les trahisons, les mises en examen et maintenant les sondages qui lui promettent une autre défaite dans la guerre fratricide qui l'oppose à Juppé et Fillon, ses deux principaux concurrents à la primaire. Mais aux Etats-Unis comme en France, les sondages ne sont pas une science exacte. Là-bas comme ici, ils négligent le mépris populaire et même la colère des électeurs contre un pouvoir en faillite et des élites bien trop haut perchées pour avoir les pieds sur terre. Trump a montré ses biceps et, que cela plaise ou non, il a été élu. Sarkozy, lui, avec son tempérament de boxeur, encaisse les coups, affiche un moral de vainqueur et assume sans complexes un programme suffisamment musclé pour ratisser très à droite.

L'ÉDITO DE JEAN-MARIE MONTALI
jmmontali@leparisien.fr

“ LES CLASSES MOYENNES ONT ÉTÉ MATRAQUÉES, ELLES N'EN PEUVENT PLUS ET IL N'Y A PAS UNE ÉCONOMIE QUI PUISSE PROSPÉRER SUR LA DÉSESPÉRANCE DES CLASSES MOYENNES ”



NOTRE DOSSIER
www.leparisien.fr

VIDÉOS Toutes les interviews des candidats
POUR QU'CONTRE ? Le comparatif des programmes
PRATIQUE Primaire à droite, mode d'emploi

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
OLIVIER BEAUMONT, DAMIEN DELSENY, VALÉRIE HACOT, MATTHIEU PELLOLI, ÉMILIE TORGEMEN, CHARLES DE SAINT SAUVEUR ET HENRI VERNET

AVEC DOMINIQUE REYNIÉ ET JEAN-MARC DANIEL
DE LA FONDATION
POUR L'INNOVATION POLITIQUE

« Je n'accepte pas qu'on dise que je suis TRÈS DROITIER »

PRÉSIDENTIELLE Invité de notre série sur la primaire de la droite : Nicolas Sarkozy.

PAR OLIVIER BEAUMONT ET HENRI VERNET

EST-CE UN « EFFET TRUMP », le candidat inattendu élu président des Etats-Unis ? Ou encore l'adrénaline du meeting tenu la veille à Lyon ? Toujours est-il que lorsqu'il arrive, tôt ce jeudi matin, au siège de notre journal à Saint-Ouen, c'est un Nicolas Sarkozy tonique, déterminé, prêt à renverser la table qui s'appête à répondre, deux heures durant, aux questions de notre journal et des experts de la Fondation pour l'innovation politique. Avec l'interview de l'ancien chef de l'Etat s'achève notre série Demandez le programme, à laquelle se sont prêtés les candidats les Républicains (LR) à la primaire de la droite et du centre. Programmes que nous comparerons et évaluerons, avec l'équipe de Fondapol, avant le vote du 20 novembre.

Toujours challengeur, pointé dans les sondages derrière Alain Juppé, Nicolas Sarkozy ne lâche rien, plus que

jamais persuadé que sondages et commentateurs, pas plus ici qu'en Amérique, ne font pas l'élection. Tout en détaillant son programme économique, ou développant ses propositions pour restaurer l'Education nationale comme l'autorité de l'Etat, il n'en insiste pas moins sur ses deux chevaux de bataille à une semaine du premier tour : la posture du candidat « du peuple contre les élites », et ses charges anti-Bayrou. Une certitude : s'il redevient président, il ne voudra pas du centriste dans sa majorité ! Pourtant, lui qui veut séduire le cœur de l'électorat de droite LR, il récuse, offensé et franchement agacé, le terme de « droitier » attaché au ton de sa campagne. N'est-il pas, assure-t-il, la « cible prioritaire » de Marine Le Pen ?

Mais il n'oublie pas que son principal obstacle a pour nom Alain Juppé, sur les terres bordelaises duquel il tiendra un meeting aujourd'hui.

@olivierbeaumont @HenriVernet

LA CAMPAGNE DE LA PRIMAIRE

« Bayrou face à Le Pen ? Je voterais Bayrou ! »

La victoire de Donald Trump, le candidat anti-pensée unique, c'est un dopant pour votre campagne ?

Non. M. Trump est un symptôme de l'état de l'Amérique après deux mandats d'Obama. Avec ses outrances, il a rassemblé 59 millions d'Américains. Quand le peuple s'exprime on doit l'écouter. Le déni de réalité, c'est le plus insupportable. Vous parlez d'immigration en disant qu'il faut

contrôler l'immigration, vous êtes un raciste. Vous dites il y a un problème avec l'islam politique, vous êtes un islamophobe. Là est le sujet : est-ce qu'on peut écouter la colère des peuples pour lui apporter des réponses ? Parce que les gens souffrent.

En mars, vous dénonciez son « populisme » et sa « vulgarité ». Vous utiliserez les mêmes termes aujourd'hui ?

Sur le candidat, oui. Mais est-ce qu'on va se fâcher avec les Américains parce qu'ils ont choisi Donald Trump ? Dans sa campagne, il était effectivement outrancier, mais il est président et j'espère que la fonction transformera le candidat.

Notre campagne très droitière, axée sur l'identité, ne banalise-t-elle pas aussi le Front national ?
Je ne me reconnais en aucun cas dans cette présentation caricaturale. Je n'accepte pas qu'on dise que je suis très droitier. Rien ne permet de dire cela quand on voit que je suis attaqué matin, midi et soir par M^{me} Le Pen.

Je suis sa cible prioritaire. Je ne vois pas, par exemple, en quoi le rétablissement des heures supplémentaires que je propose est une idée très droitière. Lorsque je dis que je ne veux pas de burkini sur les plages de France, ce n'est pas être droitier, c'est défendre l'égalité hommes-femmes. **Comprenez-vous l'anti-sarkozysme, qui reste très fort dans cette campagne ?**
Quand je suis revenu, je n'ai pas

demandé qu'on me rende mon parti, je me suis présenté à une élection et j'ai été élu président de l'UMP avec 65 % des voix. Si les gens ne veulent pas que je revienne, ils le diront. Le 20 et le 27 novembre, on verra. Pour moi, les salles sont pleines, les audiences sont à leur maximum, et si j'en juge par toutes les invitations que je reçois, c'est que je dois intéresser un tout petit peu...

Valérie Pécresse soutient Alain Juppé, c'est une déception ?
Je ne suis pas déçu car je ne m'attendais pas à ce qu'elle me soutienne. C'est surtout une déception pour François Fillon qu'elle a laissé et abandonné comme ça. L'absence de

fidélité, c'est tellement commun en politique...

François Bayrou a dit que si vous l'attaquiez autant dans cette campagne, c'est parce qu'il vous faisait « peur », car il défend « l'honnêteté en politique ». Que lui répondez-vous ?

Rien. Je n'ai aucun problème personnel avec lui, j'ai un problème politique. Il a voté avec la gauche, son projet n'a rien à voir avec le nôtre. Donc, que

SI LES GENS NE VEULENT PAS QUE JE REVIERNE, ILS LE DIRONT. SI J'EN JUGE PAR TOUTES LES INVITATIONS QUE JE REÇOIS, C'EST QUE JE DOIS INTÉRESSER UN TOUT PETIT PEU...

les choses soient claires, si je suis élu président de la République, je ne me mettrai pas otage de François Bayrou. Il a aussi refusé de se prononcer sur l'hypothèse d'un duel Nicolas Sarkozy-Marine Le Pen au second tour de la présidentielle... Ça en dit long sur son engagement moral. Si j'avais fait ça, moi, quel scandale aurait-on dit. Je vous dis une chose : s'il était face à Marine Le Pen, je voterais pour lui. Décidément... on n'a pas la même moralité, lui et moi.

J'AI LES MÉDIAS, LES SONDAGES ET LES PEUPLE CONTRE MOI...

C'EST PAS UNE BONNE RAISON D'ÊTRE OPTIMISTE, ÇA ?!



DATEON

LES AFFAIRES

« Si j'avais quoi que ce soit à me reprocher, je ne serais pas candidat »

Si vous êtes renvoyé en correctionnelle dans le cadre du financement des comptes de la campagne présidentielle de 2012, qu'est-ce que cela change ?

Le Conseil constitutionnel a jugé en 2013 que mes comptes avaient été dépassés et j'ai payé moi-même la pénalité de 340 000 €. Dans l'état de droit français, quand on a été sanctionné une fois, on ne peut pas l'être une seconde fois. Bruno Le Maire demande que chaque candidat présente son casier judiciaire. Moi, après trente-cinq ans de vie politique, mon casier judiciaire est vierge.

Malgré tout, peut-on faire sereinement campagne avec deux mises en examen, dont une qui peut aboutir à un renvoi en correctionnelle ?

Tant qu'on n'est pas condamné, on est présumé innocent. J'ai fait l'objet de nombreuses enquêtes ces dernières années. Si j'avais quoi que ce soit à me reprocher, je ne serais pas candidat. Et c'est ça qui compte. Dans la vie, je ne connais aucun Français qui ait été examiné autant sous toutes les coutures que moi !

LA DÉPENSE PUBLIQUE

« Il faut que les fonctionnaires travaillent plus »

Comment comptez-vous réduire les dépenses de l'Etat ?

Je propose de faire ce qui ne s'est jamais fait : envoyer en juillet 2017, dans une session extraordinaire, deux textes de loi absolument concomitants. L'un portant sur la réduction des impôts et l'autre portant sur la réduction des dépenses : 100 Mds€ de dépenses publiques en moins sur la durée du quinquennat. Je prévois deux fois plus de réductions de dépenses que de réductions d'impôts.

Vous voulez 300 000 postes de fonctionnaires en moins. Quelle fonction publique visez-vous ?

Je veux 150 000 fonctionnaires en moins dans la fonction d'Etat. Toutes les administrations sont concernées, à l'exception des forces de l'ordre. La méthode ? On recommence le 1 sur 2, exactement ce que j'avais fait il y a cinq ans. Je veux aussi 150 000 fonctionnaires en

moins dans les collectivités locales. Mais la méthode sera différente. On ne peut pas traiter la commune de 250 habitants comme la mairie de Paris. Je prévois un dialogue avec les communes, les départements, les régions... Enfin, si nous avons moins de fonctionnaires, il faut qu'ils travaillent plus. Dans la fonction publique d'Etat, je porterai la durée hebdomadaire du travail de 35 à 37 heures, payées 37.

Vous proposez la dégressivité des allocations chômage...

C'est une mesure difficile. Je ne la présente pas comme une mesure

de réduction du chômage, parce que je ne pense que les chômeurs le font exprès. Une petite minorité abuse du système, mais l'immense majorité, ça ne lui fait pas plaisir. Cependant, regardez les comptes ! Quelle est la dette du régime d'assurance chômage ? 35 Mds€, l'équivalent d'une année de cotisation des entreprises. Nous ne pouvons pas continuer comme ça. Je propose 20 % de diminution des allocations chômage au bout de douze mois, puis 20 % supplémentaires au bout de dix-huit mois. Même ainsi, la France conserve le régime le plus généreux au monde.

Quelle est votre position sur la question des retraites ?

Je ne crois pas à la réforme définitive qui résout tous les problèmes. Avec 63 ans en 2020, 64 ans en 2025, on garantit l'équilibre du régime vieillesse. Pourquoi faire plus ? Un lycéen sur deux sera certaine-

ment centenaire. Evidemment, il faut qu'on travaille plus longtemps, mais ce n'est pas la peine de charger la barque. Ceux qui nous succéderont décideront à ce moment-là...

Et les régimes spéciaux ?

Je suis pour leur suppression. Il n'y a plus de raisons que les gaziers, les électriciens, les cheminots et les gens de la RATP disposent de conditions spécifiques. Mais je vais plus loin. Je veux la parfaite adéquation entre les régimes privé et public. Dans le privé, on calcule votre retraite sur les vingt-cinq dernières années, dans le public, on calcule votre pension de retraite sur les six derniers mois. Je veux que tout le monde passe aux vingt-cinq dernières années, mais j'intégrerai alors les primes des fonctionnaires dans le calcul de leur retraite. Ce n'est pas la peine d'avoir le mot égalité sur tous les frontispices de nos édifices publics si on fait le contraire.

AVEC 63 ANS EN 2020, 64 ANS EN 2025, ON GARANTIT L'ÉQUILIBRE DU RÉGIME VIEILLESSE

L'ÉDUCATION

« Toujours plus de profs, ce n'est pas la solution »

Vous voulez réduire les postes dans l'Éducation, faire travailler plus les profs. Un groupe qui s'est baptisé 800 000 feignasses a même été créé en réaction. Braquer le corps enseignant, est-ce une stratégie électorale ? Absolument pas. Moi, je n'insulte personne. Une précision toutefois : je n'ai pas dit qu'ils ne travaillaient pas. Les agrégés ont par exemple quinze heures de cours. Je veux allonger le temps d'obligation de présence dans les établissements. Pour remplacer les pions ?

“ LES MINEURS QUI RENDENT LA VIE IMPOSSIBLE DANS LES ÉTABLISSEMENTS, ON LES ENVERRA DANS LES INTERNATS ”

Pas du tout. Tout d'abord, je veux que tous les enfants, au collège et au lycée, puissent rester à l'étude surveillée par des professeurs pour pouvoir faire leurs devoirs au sein de l'école. Je veux aussi que les enseignants aient des bureaux à leur disposition, pour rencontrer les familles ailleurs que dans la cour ou sur le trottoir, comme c'est le cas aujourd'hui ! De manière, aussi, à être disponible pour l'élève qui viendrait après la classe parce qu'il n'a pas tout compris. Tout le monde n'a pas les moyens de payer un répétiteur. Et tout le monde n'est pas capable d'aider ses

enfants à faire les devoirs, moi le premier...

Comment améliorer la qualité de l'enseignement en coupant dans les effectifs ?

Toujours plus de profs n'est pas la solution. M. Hollande a promis 60 000 enseignants en plus : y a-t-il un seul enfant de moins en échec scolaire ? Avec 150 000 décrocheurs sur une classe d'âge de 700 000 garçons et filles, on ne peut pas rester les bras croisés ! Pour y remédier, je propose que tout jeune entre 18 et 25 ans ait soit une formation, soit un emploi. Si ce n'est pas le cas, il fera son

service militaire. Quant aux mineurs qui rendent la vie impossible dans les établissements, on les enverra dans les internats. Si les parents refusent leur inscription, on supprimera les allocations sociales.

Ce service militaire, on a encore les moyens de l'organiser ?

Sur les 150 000 décrocheurs scolaires, j'imagine qu'il faudra financer un service pour 50 000 à 70 000 d'entre eux. Parce qu'à l'idée de passer par la case militaire, beaucoup vont trouver un apprentissage, une formation ou un emploi ! L'armée est prête à le faire. Il faudra sans doute déboursier 600 à 700 M€ sur le budget de l'Éducation nationale. Infiniment moins que ce que coûtent les décrocheurs.

Vous avez proposé que les enfants qui ne mangent pas de porc à la cantine se contentent d'une « double ration de frites ». Légiférer sur les menus de substitution, n'est-ce pas créer une pomme de discorde alors que les mairies et les départements s'en débrouillent bien ?

A ceux qui réclament un menu différencié à l'école, je réponds : ce n'est pas la République qui doit s'aligner sur des habitudes personnelles. C'est aux enfants et à leurs parents de s'aligner sur les habitudes de la République.



Saint-Ouen, jeudi.
« Ma première action de président sera une conférence sur le handicap », annonce Nicolas Sarkozy

LA FISCALITÉ

« M. Hollande signe des chèques en bois... »

Vous projetez une baisse d'impôts massive pour les ménages. Pourquoi ?

NICOLAS SARKOZY. Comment dire que les augmentations de M. Hollande, c'est une erreur ? Je pense que les classes moyennes ont été matraquées, qu'elles n'en peuvent plus et qu'il n'y a pas une économie qui puisse prospérer sur la désespérance des classes moyennes. Je ne serai pas le candidat qui ferait des baisses d'impôts pour les entreprises, mais pas des baisses d'impôts pour les ménages. J'ajoute que moins 10 % sur l'IR (NDLR : l'impôt sur le revenu), c'est entre 6 et 7 Mds€. C'est une baisse significative, mais pas massive.

Pourquoi ne proposez-vous pas, comme Bruno Le Maire, de baisser

la CSG, ce qui profiterait à davantage de monde ?

Je ne veux pas baisser la CSG parce qu'elle finance notre système social, qui croule sous les déficits. Je ne veux pas toucher à l'impôt qui finance la Sécurité sociale, mais je veux toucher à l'impôt qui pèse essentiellement sur les classes moyennes.

Vous proposez la suppression de l'ISF. Pourquoi ?

C'est une mesure difficile, c'est vrai. Mais j'en ai assez qu'à cause de nos propres règles, on enrichisse la Grande-Bretagne, le Luxembourg, la Suisse, Monaco... Nous avons besoin de cet argent pour faire fonctionner le commerce, pour que des gens qui ont de l'argent créent des entreprises, pour qu'il y ait de la prospérité en France. Mais je vais plus loin, je pro-

pose également l'exonération de droits sur les successions jusqu'à 400 000 € par enfant.

Vous êtes prêt à creuser le déficit bien au-delà de 3 % en 2017.

En 2012, vous étiez pourtant prêt à inscrire l'interdiction du déficit de l'Etat dans la Constitution...

Nous ne serons pas à 3 % en 2017. M. Hollande, avec le nombre de chèques en bois qu'il est en train de signer, nous conduit à une situation où nous serons plus proches des 4 % que des 3,5 % en déficit. Bien sûr qu'il vaut mieux avoir 0 % de déficit. Mais vous n'allez pas m'expliquer qu'à 2,9 %, on est au paradis et qu'à 3,1 %, on est en enfer. Dans ce cas-là, vous êtes un comptable qui ne connaît pas la dynamique de la croissance économique.

LA DÉLINQUANCE

« Je construirai 20 000 places de prison »

Pendant votre mandat, 10 000 postes de policiers ont été supprimés. Le regrettez-vous ?

Si c'était à refaire, je recommencerais. Entre 2008 et 2010, le monde s'est écroulé. Nous avons fait face à une crise économique sur tous les continents et dans tous les secteurs. J'ai protégé la France en faisant des économies. Et puis le contexte sécuritaire, la menace terroriste n'étaient pas les mêmes. Je pense aussi que la sécurité n'est pas un problème d'effectifs. On peut multiplier par quatre les postes de gendarmes et de policiers. Si les magistrats ne mettent pas en prison les délinquants récidivistes, ça ne change rien. L'efficacité des forces de police tient à l'efficacité de la chaîne pénale.

La « chaîne pénale » ne fonctionne pas, d'après vous ?

Les multirécidivistes, on n'en peut plus : 50 % des crimes et délits commis en France sont le fait de 5 % des délinquants. Je propose donc de nouvelles mesures. Je veux un système qui augmentera les peines : + 25 % à la quatrième condamnation, + 50 % à la cinquième et + 100 % à la sixième. Je veux aussi réformer l'ordonnance de 1945 sur la délinquance des mineurs. La moitié des mineurs arrêtés ont entre 17 et 18 ans. Ils ont quinze condamnations à leur casier mais on les envoie devant un tribunal pour enfants. C'est ridicule. Je ferai descendre la majorité pénale à 16 ans.

Vos propositions risquent de faire

“ JE FERAI DESCENDRE LA MAJORITÉ PÉNAL À 16 ANS ”

explorer le nombre de détenus, alors que les prisons françaises sont déjà surpeuplées...

Durant mon quinquennat, 7 000 places ont été construites. Ce n'était pas assez, c'est vrai. Pendant celui de François Hollande, c'est... 0 ! Il y a aujourd'hui 58 000 places en prison pour environ 68 000 détenus. Il faut donc adapter le nombre de places au nombre de délinquants. Donc je construirai 20 000 places supplémentaires.

LE CAS CONCRET

L'agression des policiers à Viry-Châtillon

« La première chose c'est de donner aux policiers la présomption de légitime défense. Je ne veux pas qu'ils attendent qu'on leur tire dessus ou qu'ils aient besoin de réfléchir à l'état du droit pour faire usage de leurs armes. Ensuite, toute personne qui porte atteinte à l'intégrité des forces de l'ordre : pas simplement à celle d'un policier ou d'un gendarme, mais aussi un surveillant de prison, d'un pompier, d'un enseignant... ce

sera la prison, le mandat de dépôt immédiat et, en plus, le doublement de la peine prévue. Personne ne se risque à toucher un policier américain. A Londres, les bobbies ne sont pas armés et pourtant peu de gens portent atteinte à leur intégrité. Le premier problème de la France, c'est la disparition de l'autorité de l'Etat. Nous avons eu la présidence bavarde et impuissante. Demain, je veux être le président de l'action. »

SA MÉTHODE

« La rapidité de l'action »

« La crédibilité de toute parole publique est déjà si fragile que ça ne sert à rien de dire qu'on va baisser les impôts : il faut le faire ! Après cinq années de gouvernement Hollande, on est dans une telle situation que nous n'avons pas d'autre choix que de voter tout de suite les économies. Je veux 300 000 fonctionnaires en moins, je souhaite porter l'âge de départ à la retraite à 63 ans en 2020, 64 ans en 2025, j'assume la dégressivité des allocations chômage...

» Tout cela, je le ferai voter tout de suite. La rapidité de l'action est la seule façon de tenir compte de la

gravité de la situation. J'ai été président : peut-on me citer un exemple où j'ai reculé devant la rue ? Le CIP ce n'est pas moi, le CPE ce n'est pas moi, la réforme avortée de la Sécurité sociale en 1995, ce n'est pas moi... J'ai fait la réforme du service minimum dans les transports en commun. J'ai fait la réforme de l'autonomie des universités. Sur la retraite à 62 ans, je n'ai pas cédé non plus... Donc je m'inscris en faux contre la description d'une France rétive au changement. A partir du moment où on dit tout avant l'élection, on a mandat pour tout faire après. »

LA PLANÈTE

« Un choc démographique »

Vous avez déclenché les foudres des scientifiques en déclarant que « l'homme n'est pas le seul responsable du changement climatique »...
Il y a très longtemps dans le désert marocain, les Hommes bleus m'ont offert des dents de requin qui venaient des mines de phosphate du sud du désert ! Preuve que le Sahara a été une mer. Le changement climatique, la terre, qui a 4,5 milliards d'années, n'a vu que ça. En revanche, le choc démographique que nous allons connaître est inédit. Je n'ai pas voulu dire qu'il ne fallait pas lutter contre le réchauffement, mais penser que l'action de l'homme est le seul élément du dérèglement, c'est faux.

SA MESURE PHARE

« Une conférence sur le handicap »

« Ma première action de président sera une conférence sur le handicap : je recevrai à l'Élysée les associations du monde handicapé pour poser avec elles les bases d'une toute nouvelle politique, quel que soit le handicap : moteur, mental, les autistes... toutes ces personnes qui n'ont pas eu de chance à leur naissance ou dans leur vie. Symboliquement, la façon dont nous traitons cette question est centrale. C'est un critère de civilisation, tout comme l'est la dépendance des personnes âgées. Quand vous êtes beau, jeune, fort, la société vous considère. Mais les personnes dépendantes ou handicapées ne doivent pas être moins respectées. Je suis bouleversé que des familles soient obligées d'envoyer leur enfant autiste en Belgique parce que là-bas, ils les traitent mieux que nous ! Ça, je veux le changer ! »



© PHOTOFEST/GETTY IMAGES

BIO EXPRESS

Nicolas Sarkozy, 61 ans, ancien président de la République (2007-2012) est candidat à la primaire de la droite et du centre. Il a signé son retour en politique en 2014, avec son élection à la présidence de l'UMP, le parti devenant en 2015 les Républicains (LR). Plusieurs fois ministre, dans le gouvernement d'Edouard Balladur, sous Mitterrand, puis lors du second mandat de Jacques Chirac (Intérieur et Economie), il a longtemps été maire de Neuilly (1983-2002) et député des Hauts-de-Seine.